

La lettre de L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE !

2024

N°77

Boxons les discriminations

Picardie
des châteaux
au service
de ses habitants



Boxons les discriminations !

Discriminants, nous ? Pas du tout ! Les discriminations, conscientes ou inconscientes, existent dans toutes les sphères de la société (travail, logement, formation, loisirs...) et concernent tous types de critères. Et dans l'économie solidaire ? Conscientes de ne pas être parfaites, des organisations entament des démarches pour améliorer leurs pratiques, d'autres œuvrent à la défense des droits, favorisent l'entraide et le pouvoir d'agir, sensibilisent les citoyens... Voyons cela de plus près et inspirons-nous !

Dialogue de couloir

Linda : Hey, salut Olivier ! Comment ça va ? Quoi de neuf dans ton asso ?

Olivier : Ça va super ! On est en pleine réflexion en ce moment sur la question des discriminations. Je veux qu'on soit exemplaire sur ce point. Ça me paraît la base quand on se revendique de l'ESS, non ?

Linda : Hum... Mais tu penses à quoi quand tu parles de discriminations ?

Olivier : Eh bien, en réunion l'autre jour, un bénévole a eu un propos sexiste, il était plein de préjugés... C'est ça qu'on veut combattre !

Linda : Ah, tu penses que c'est de la discrimination, ça ?

Olivier : Ben oui... pas toi ?

Linda : C'est du sexisme et effectivement, c'est inadmissible. Mais la discrimination, au sens juridique, c'est un traitement défavorable dans l'accès à des biens ou des services en fonction d'un des 29 critères définis par la loi. Par exemple, écarter a priori les candidates féminines dans un recrutement est une discrimination, et aussi refuser à des femmes voilées l'entrée d'un centre social. Ou encore interdire à une personne aveugle accompagnée de son chien-guide l'entrée dans son magasin. Tout cela a des conséquences parfois graves sur la vie sociale, mais aussi sur la santé mentale des victimes.

Olivier : Mais tout ça n'est pas prêt d'arriver chez nous ! Et puis la société a évolué : avec les Jeux paralympiques, la perception des personnes handicapées a changé. Globalement, le racisme a bien diminué dans notre société non ?

Linda : Détrompe-toi ! Les représentations évoluent, c'est vrai, mais dans les faits... D'après une étude de l'Insee, près d'une personne sur cinq déclare avoir subi des traitements inégalitaires ou des discriminations au cours des 5 dernières années.

Il y a aussi les discriminations indirectes. Si tu organises ton CA en soirée, cela exclut de fait les personnes en charge de familles monoparentales. Ce n'est pas ton souhait conscient, mais c'est pourtant ce qui se passe, à moins de mettre en place une garderie...

Olivier : Oh, je n'y avais pas pensé...

Linda : Au-delà de la définition légale, il y a la question des discriminations systémiques. Que faisons-nous concrètement pour sortir de l'entre-soi ? Comment faire pour qu'il y ait plus de diversité dans nos structures ? Ça se joue à tous les niveaux : en équipe, mais aussi avec nos bénévoles, nos administrateurs, nos partenaires, les encadrants, les publics... Et sur 29 critères ! Il n'y a pas que le sexisme et le handicap. Il y a aussi des choses moins évidentes : l'origine, la classe sociale, le lieu d'habitation, l'apparence physique...

Olivier : Ça concerne tous les rapports de domination sociale, en fait. Mais par où commencer ?

Linda : On peut sensibiliser les personnes par des animations comme la Fresque de la diversité... La prise de conscience collective, c'est vraiment le point de départ. C'est un travail de longue haleine. Se faire accompagner par des collectifs citoyens de personnes concernées, par des associations qui se sont professionnalisées sur ces questions, c'est pas du luxe !

Olivier : Si on rencontre des personnes qui subissent des discriminations, que faut-il faire ?

Linda : D'abord, ne pas minimiser la chose. Ensuite rappeler que c'est puni par la loi, même si les condamnations sont rares dans les faits... Le Défenseur des droits peut les recevoir et se saisir de leur situation. Enfin, ça peut être intéressant de les orienter vers les associations qui travaillent sur le pouvoir d'agir : il existe des groupes de parole. Parfois, les discriminations sont imbriquées car on peut cumuler plusieurs critères. Imagine que tu es une femme homosexuelle d'origine maghrébine et issue d'un quartier populaire...

Olivier : En effet. Il faudrait faire converger toutes les luttes en faveur du droit des minorités...

Linda : ... en reconnaissant aussi la spécificité de chacune.

Olivier : On retrouve là nos valeurs de l'ESS ! On n'est pas parfait, mais on ne demande qu'à progresser...

Dialogue imaginé par Magali Nayrac et Patricia Hanssens

▶ Plus d'infos

- defenseurdesdroits.fr
- fresquedeladiversite.org

▶ Quelques contacts thématiques

- Sur le sexe : Galilée, le Corif
- Sur le handicap : l'APF, la maison des usagers de la MGEN
- Les roms : le collectif solidarité Roms
- Discriminations concernant le logement : le DAL (Droit Au Logement), les APU (Ateliers Populaires d'Urbanisme).

▶ Lire aussi l'appel de l'Apes

- « A travers nos initiatives, affirmons la préférence solidaire » : apes-hdf.org - l'Apes et ses adhérents - Notre vision

Kif Kif sur tous les fronts

Accueil, accompagnement, mise en lien avec le Défenseur des droits, opérations de testing, de plaidoyer et j'en passe... Le collectif Kif Kif ne chôme pas !

Ce projet porté par l'association Iris formation, basée à Lille et Roubaix, vise à utiliser tous les moyens de lutte contre les discriminations. Créée par Saïd Zamoussi, qui s'était trouvé confronté à des difficultés d'accès à l'emploi, l'association a développé au fil des années une réelle expertise en ce domaine, notamment sur le critère de l'origine qui est la deuxième cause des plaintes portées en justice.

« La sensibilisation dans les écoles des quartiers populaires est cruciale, explique Marie-Chantal Zingiro, cheffe de projet. Nous y animons des ateliers régulièrement. Les enfants nous disent qu'ils sont touchés directement, ou bien c'est un frère, une sœur, des parents... Après avoir travaillé sur leur prise de conscience, nous les incitons à ne

pas subir. Ils peuvent agir pour se défendre, porter leur voix en devenant délégués de classe, s'investir dans des associations, bref s'appropriier tous les espaces possibles pour faire bouger les lignes. Même si les financements pour ces actions ne sont pas suffisants. »

Le Collectif intervient également auprès des services RH des entreprises. Il les forme à repérer et signaler les dysfonctionnements, et aussi à faire évoluer les mentalités. « Il faut prendre conscience de l'impact sur la santé des personnes, et aussi sur la performance de l'entreprise, qui perd ainsi des richesses qu'elles pourraient valoriser. »



Aïssatou Seck, bénévole de l'association, lors d'une sensibilisation de collégiens.
Crédits : Kif Kif



collectif-kifkif.fr

Activ'Cités et les femmes du bâtiment



Crédits : Activ'Cités

« Travailler pour l'inclusion, c'est forcément lutter contre les discriminations, quelles qu'elles soient » souligne Marie-Anne Cohuet, chargée de développement et vie associative de la Régie de Quartier Activ'Cités. Créée en 2007, la Régie accompagne le retour à l'emploi durable d'habitants et œuvre à renforcer le lien social le lien social sur 4 communes : Mazingarbe, Bully-les-Mines, Grenay et Sains-en-Gohelle. Solidarité, apprentissage et pouvoir d'agir y sont les maîtres-mots, à la fois valeurs partagées et modes d'agir pour chacun. Côté emploi, 65 salariés en insertion, encadrés par 15 permanents, travaillent sur des chantiers de bâtiment second œuvre et d'entretien d'espaces verts. Des métiers plutôt connotés masculins, mais où il y a de plus en plus de femmes, « y compris avec des responsabilités. On a même une équipe bâtiment 100 % féminine. Nous voulons leur ouvrir plus grande la porte, et surtout pas les confiner dans des métiers convenus comme féminins. » L'association va créer une nouvelle activité sur les métiers du nettoyage. Les femmes recrutées dans ces métiers traditionnellement féminins seront ensuite incitées à tester les autres activités.

A l'issue du contrat vient l'heure de l'insertion en entreprise. « On fait les CV en vidéo, c'est beaucoup plus parlant et convaincant que les CV écrits. Les futurs employeurs y voient les candidates et candidats en situation professionnelle ». Cela fonctionne très bien, notamment dans le réseau d'entreprises que la Régie se construit patiemment. « On investit des clubs d'entreprises locales en les interpellant sur LinkedIn. Une fois qu'on a rencontré les chefs d'entreprises, on leur présente nos salariés. On se rend compte alors qu'on partage pas mal de valeurs communes, les préjugés tombent très vite. »

activites.fr

Pascal Desreumaux

DU CÔTÉ DES ADHÉRENTS

La Cuisine de Jeannette, conserverie anti-gaspi et inclusive

Cette association basée à Armentières développe une idée originale. À partir de légumes déclassés récupérés chez des maraichers locaux, elle produit puis vend à des boutiques partenaires des confitures et autres tartinales savoureux. L'idée est venue à Ombeline Gille lors d'un job d'été quand elle a constaté que la ferme qui l'employait rencontrait des difficultés pour valoriser son surplus de tomates. Sensible aussi au gâchis que représente l'inemploi des personnes porteuses de handicap, elle fonde la Cuisine de Jeannette en 2022. Ses enjeux ? Promouvoir une alimentation saine et durable pour tous et inclure les personnes en situation de handicap dans la société en créant de l'emploi durable pour elles. Sur six salariés, quatre sont porteurs de handicaps cognitif, physique ou psychique... Le facteur d'embauche est la motivation, pas le handicap ! « Pour moi, adhérer à l'Apes est un moyen de créer des synergies entre acteurs, son rôle est de nous aider à nous reconnaître. Et puis, les sujets qu'elle porte me permettent de prendre de la hauteur pour améliorer notre modèle. »

lacuisinedejeannette.com

Fanny Obled

Les Petits Poids font basculer les préjugés !

En 2013, suite à une pathologie lui ayant fait prendre 80 kg, Lydie a souhaité « *retrouver une autonomie physique pour faire les gestes du quotidien* » en faisant une cure de 3 semaines dans un service hospitalier. Au sortir de « ce petit cocon », elle n'a pas trouvé de solutions d'accompagnement. Elle s'est alors investie dans l'association Les Petits Poids, créée à Corbie dans la Somme, qui offrait une réelle passerelle aux patients vers la vie ordinaire. Les adhérents viennent chercher dans cette association un appui pour améliorer leur qualité de vie, leur bien-être physique et moral. « *Les activités proposées comme le sport adapté, les ateliers « bien-être », l'éducation à la nutrition... permettent aussi de travailler sur l'image et l'estime de soi* », assure celle qui est aujourd'hui présidente des Petits Poids.

Très vite, les personnes constatent que des liens forts se créent entre elles. « *Elles ne viennent pas ici par hasard ; elles viennent chercher le non-jugement et la bienveillance* ».

Le regard négatif et les critiques sur les obèses sont omniprésents dans la société actuelle. Ils sont source de souffrance. C'est pourquoi l'association mène aussi des actions de lutte contre les discriminations et anime dans les collèges des ateliers de sensibilisation qui portent leurs fruits et éveillent les consciences.

Depuis neuf ans, 1 200 personnes de tous âges ont franchi les portes des Petits Poids et ont retrouvé une autonomie. L'association a essaimé dans la Somme et le Nord, permettant ainsi de créer de nouveaux partenariats avec les collectivités et les centres hospitaliers des Hauts-de-France.

les-petits-poids-cbt.fr

Aurélie Dolé



“Fier.e.s et Queer”, une association haute en valeurs !

Elle a publié récemment un ouvrage de 150 pages qui rassemble les témoignages de personnes gays, trans, lesbiennes, non-binaires... confrontées à l'isolement, à la stigmatisation, aux difficultés pour accéder à un parcours de soin, au rejet familial...

Toutes les actions de l'association LGBT+ « Fier.e.s et Queer » peuvent répondre à ces problématiques : elle développe des activités de convivialité, de rencontres et d'échanges. Elle s'attache aussi à faire reconnaître la dignité des personnes, quelle que soit leur nationalité, et lutte pour le droit des femmes...

Créée en 2021 à Saint-Quentin, elle a initié la première Marche des fiertés de l'Aisne 40 ans après la première Gay pride de Paris. Elle promeut la culture LGBTQIA+ et féministe par le biais d'expositions, de conférences-débats, de soirées d'information... Ainsi, la chanteuse Mathilde, victime de grossophobie, est venue échanger avec les habitants au centre social du Vermandois.

Des établissements scolaires comme des centres de formation ou des médiathèques sollicitent régulièrement cette structure pour des



Crédits : Fier.e.s et Queer

interventions. On cause d'identité de genre, de santé affective et sexuelle et de consentement. « *Après notre passage dans les écoles, les relations s'apaisent, constate Guillaume Doizy, cofondateur. Nous sommes fier.e.s d'être reconnu.e.s dans les quartiers populaires.* » Un autre enjeu est de sortir des catégorisations. Il faut développer sans cesse la tolérance entre personnes discriminées pour différentes raisons.

Face à l'ampleur des besoins, “Fier.e.s et Queer” cherche aujourd'hui à se professionnaliser.

aisnelgbt.com

Marie-Laure Carlu





Picardie des châteaux au service de ses habitants

Cette communauté de communes qui s'étend sur un vaste territoire rural et boisé cherche à se développer et à proposer des services de qualité à sa population. Elle a ajouté la flèche de l'ESS à son arc.

Symbole fort : dans le parc arboré de 6 ha du domaine de Moyembrie à Coucy-le-Château Auffrique où s'est installé le siège de la collectivité, de petits bâtiments dispersés sont dédiés à diverses activités : accueil périscolaire, atelier chantier d'insertion, locaux mis à disposition d'entreprises locales et de porteurs de projet... Comme de multiples signes de sa volonté d'agir en proximité avec ses habitants.

Situé entre Soissons, Chauny et Laon, Picardie des Châteaux compte 17500 habitants sur 36 communes. Ce territoire préservé accueille depuis la période Covid des citadins avides de vert, venus notamment de la capitale.

« *Notre ambition est d'améliorer le quotidien de nos concitoyens, de leur proposer des services de qualité* », assure Vincent Morlet, son président. La collectivité pilote un centre social intercommunal et accompagne les associations et entreprises via le réseau « Initiative Aisne ».

Elle met également en place des relais de proximité dans les villages.

Volontariste, la collectivité a mené une consultation auprès des citoyens pour identifier leurs préoccupations et besoins. Parmi les thématiques citées est sortie celle de l'alimentation. Elle a lancé un Projet Alimentaire Territorial au programme prometteur : développement d'une filière bio, animations autour du manger sain et favorisant le lien social...

La collectivité se veut réactive. « *Une idée ? On se lance* », s'enthousiasme l' élu. Et voici les Goûters du Château : « *On donnait aux enfants des goûters transformés et sur-emballés. On a eu l'idée de fabriquer et de distribuer des biscuits produits dans notre cuisine intercommunale à partir de farine et de beurre locaux* ».

Ayant sollicité un soutien de la Région pour être labellisée Territoire ESS, la collectivité envisage la suite : pourquoi pas une conciergerie en gare de Pinon, lieu de passage des usagers du train ? Et des tiers-lieux mêlant diverses activités ?

Dernier projet en date : un centre d'interprétation à Coucy-le-Château mettant en valeur son riche patrimoine, avec une approche ludique et pédagogique. Une future locomotive pour développer le tourisme ? « *Le centre pourrait attirer des publics susceptibles de découvrir les environs et de faire appel à d'autres services comme la restauration, l'hébergement, les balades à vélo pour explorer le territoire etc. Nous avons des ressources, autant les valoriser.* »

picardiedeschateaux.fr

Un cadre en douceur

Le chantier d'insertion fait partie des projets pilotés par la collectivité.

Ici, on fabrique du mobilier en bois, notamment des toilettes sèches pour les événements culturels. Quand on les interroge, les salariés en insertion s'expriment volontiers et font part de leurs projets professionnels et de vie à l'issue de cette expérience. « *J'ai passé mon permis voiture, explique l'un d'entre eux. J'aimerais être peintre par la suite.* »

« *On pose un cadre en douceur* », complète l'encadrant. *On est ouvert aux idées, on favorise l'entraide, il y a une réelle cohésion d'équipe.* » Entretien d'espaces verts et de bâtiment sont également au programme. Il est projeté de s'atteler à la fabrication des fameux Goûters du Château : l'occasion de faire monter en compétences les salariés sur les métiers liés à la restauration et les règles d'hygiène.

⊕ "Forêt vivante", scierie écolo jusqu'au bout des bois

C'est l'histoire de 4 amis qui achètent une scierie mobile pour faire leurs terrasses avec du bois local. On est dans le département le plus boisé de la région, l'Aisne, ça a du sens !

Sauf que l'affaire n'en reste pas là. De leurs réflexions naît la SCOP Gink'oop qui fabrique des toilettes sèches. Mais il y a des hics. D'abord, le bois local est difficile à trouver car les grumes sont achetées par d'autres pays n'hésitant à payer le prix fort. Ensuite, les scieries ferment les unes après les autres. Enfin, les forêts subissent des coupes blanches qui sont néfastes à la biodiversité. Une idée germe alors dans ces esprits vaillants. Et si on créait une scierie poussant la logique écologique des racines aux feuilles ? C'est parti !

Attention portée à la gestion écologique des forêts, exploitation des grumes avec le minimum de pertes, récupération, traçage de l'origine des bois permettant de mesurer le bilan carbone... Les cerveaux ont carburé ! « On ne s'est pas inspiré d'autres projets, note Julien Kikel, l'un des deux fondateurs. On a progressé en essayant de trouver des solutions à nos besoins ». Quelques financements publics et privés plus tard, voilà un budget de 5 millions d'euros bouclé. L'entreprise s'est installée depuis peu à Anizy-le-Grand avec ses 6 salariés et développe des partenariats avec des gestionnaires forestiers locaux. Avec 3 000 m³ de bois exploités par an, elle ambitionne de dynamiser la filière locale : les entreprises de bûcheronnage, de débardage, de BTP pourront en profiter. Avis aux curieux : venez visiter, vous en aurez le souffle « scié » !

scierie-foret-vivante.fr

⊕ La Ferme de Moyembrie écarte les barreaux

Respect, tel est le leitmotiv de cette association d'insertion originale. Respect de la terre, respect de soi et respect des autres... Depuis 20 ans, la Ferme de Moyembrie œuvre à l'insertion de détenus en fin de peine sur 25 ha de terre à Coucy-le-Château-Auffrique. Hébergé sur place dans une chambre dont il a la clé, chacun apporte sa pierre aux activités de la ferme : maraîchage bio, élevage de chèvres, cuisine, entretien du site... Les productions sont commercialisées

notamment via 6 AMAP du territoire et une partie est destinée à la restauration collective du Pays des Châteaux. En parallèle, ces personnes bénéficient d'un accompagnement pour construire un nouveau projet de vie. La réinsertion étant le maillon faible de la prison, on comprend que l'initiative soit bienvenue. Pendant 9 mois, il s'agit de réapprendre à se responsabiliser, à faire confiance aux autres, à prendre des initiatives, à devenir des êtres libres... Une aide est apportée pour effectuer des démarches administratives, trouver un logement, un travail...

25 détenus par an, une vingtaine de bénévoles, 12 administrateurs, 9 salariés... Cela fait du monde ! Et ils réussissent la gageure de s'organiser selon les principes de la gouvernance partagée.

Au final, on compte 60 % de sorties dynamiques à l'issue du séjour (personnes en formation ou en emploi) et certains ex-détenus sont devenus salariés de l'association. Étudié et visité attentivement, le modèle a essaimé ailleurs via le mouvement Emmaüs France dont elle fait partie.

fermedemoyembrie.fr



La scierie "Forêt vivante" s'approvisionne en bois local.
Crédits : P. Hanssens

APES EN BREF !

Handicap : appel aux peuples !

Vous êtes une structure de l'ESS accueillant ou non des personnes en situation de handicap et vous aimeriez mieux comprendre les enjeux de l'inclusion ?

Vous rencontrez ou avez rencontré des situations de handicap et vous souhaitez apporter votre témoignage pour une meilleure prise en compte des situations individuelles dans les organisations de travail ?

Contactez-nous ! L'Apes recherche des volontaires afin de rassembler les expériences et questionnements sur cette thématique. Les contributions seront récoltées par une équipe de recherche sous forme d'entretiens semi-directifs.

Cette action se situe dans le cadre du projet AgiRH, porté par l'Apes afin de questionner le rôle de l'économie solidaire dans l'inclusion des personnes en situation de handicap. Vous pouvez consulter nos premières ressources sur notre site web.

ILS/ELLES PARLENT DE NOUS

« L'Apes nous a permis d'initier une dynamique régionale. »

Juliette Fontaine, coordinatrice de l'épicerie solidaire de Marly - Centre social des Floralies (ACSRV)



« L'épicerie solidaire de Marly a ouvert ses portes en 2022, avec l'idée d'apporter une réponse concrète à la précarité des Marlysiens en leur proposant des denrées alimentaires de qualité à moindre coût. Nous accueillons chaque année 300 personnes à qui nous proposons des courses à 30% du prix.

L'Apes nous a permis de rencontrer d'autres acteurs solidaires de l'alimentation. Grâce à cette mise en réseau régionale, nous avons créé un collectif d'épiceries agissant sur différents territoires avec des valeurs communes. Nous réfléchissons ensemble sur des thèmes comme l'ouverture à une plus grande mixité du public et l'approvisionnement local de qualité, à tarif accessible à tous. Le rôle de l'Apes a été déterminant dans le lancement de cette dynamique. Pour nous, c'est un réseau à l'écoute, impliqué, qui permet à ses membres de se rencontrer et de travailler ensemble pour plus de solidarités. »

Propos recueillis par Carine Ollive

UN PAS EN AVANT

ATD AGIT POUR UNE JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

ATD Quart Monde, association de lutte contre la pauvreté, mène une dynamique importante sur la transition écologique. Faisant partie de la population la moins écoutée et pourtant la plus touchée par les changements climatiques, ses membres initient et rejoignent des luttes collectives.

Sessions d'arpentages (lecture collective), jeux coopératifs, rencontres avec différents acteurs... Autant d'actions initiées pour sensibiliser, combattre les préjugés et lutter ensemble pour une justice sociale et environnementale.

Dans le Bassin minier, ATD organise des sorties nature mêlant chantier et balades contées pour découvrir la nature en s'émerveillant. Une approche à la fois scientifique et poétique qui donne envie de protéger la nature. Cette démarche pourrait essaimer dans d'autres territoires de la région.

Audrey Bordas

atd-quartmonde.fr



ACTEURS POUR UNE
ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Apes, Maison de l'Économie
Sociale et Solidaire,
235 Boulevard Paul Painlevé, 59000 Lille
Tél. 03 20 30 98 25
contact@apes-hdf.org
www.apes-hdf.org



Directeur de la publication Luc Belval, président de l'Apes
Coordination et rédaction (sauf mention autre) : Patricia Hanssens
Comité de rédaction bénévole Nathalie Bardaille, Luc Belval, Julien Boidin, Gérard Dechy, Pascal Desreumaux, Dominique Dupont, Joackim Lebrun, Christine Masse, Magali Nayrac, Fanny Obled, Audrey Bordas, Marie-Laure Carlu, Aurélie Dolé, Carine Ollive-Carlier, Olivia Ruel-Mailfert, Karine Attinault, Guillaume Delevaquet.
Création graphique Fanny Falgas
Illustrations Fanny Pinel
Gravure – Impression : La Monsoise – tirage à 550 exemplaires

L'Apes est le réseau des acteurs de l'économie solidaire des Hauts-de-France. Ses adhérents se reconnaissent dans des valeurs et des pratiques solidaires, ils se placent dans une démarche d'amélioration continue.